

● (1420)

M. Turner (Vancouver Quadra): Ce n'est pas ce que disent les pêcheurs ni le premier ministre de Terre-Neuve. Le ministre a bel et bien offert ce cadeau à la France sous prétexte d'entretenir des relations cordiales, afin que les ministres du Cabinet puissent continuer d'être invités aux cocktails.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

LES MOTIFS DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Pourquoi le ministre réduit-il de 10 000 tonnes métriques le contingent de l'Atlantique des Canadiens et délivre-t-il ces permis aux Français pour des prises de 15 000 tonnes ?

M. Foster: Quelle honte!

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): La réponse à cette question est très simple, elle aussi, monsieur le Président. Nous avons délivré ces permis uniquement pour pouvoir contrôler combien de navires français dépassaient leur contingent d'une façon flagrante . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: . . . dans une zone en litige en vertu de dispositions approuvées par le gouvernement dont le très honorable chef de l'opposition faisait partie et qu'il a avalisées pendant le bref laps de temps où il a été premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre n'a même pas l'ombre d'une preuve de ce qu'il avance.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je vais essayer de mettre un peu de logique dans tout cela. Je vais m'adresser au vice-premier ministre.

M. Johnston: Bonne chance.

M. Turner (Vancouver Quadra): Puis-je demander au vice-premier ministre de nous rencontrer pour voir ce qui est arrivé? Le gouvernement français revendique pratiquement le golfe du Saint-Laurent. C'est comme si nous revendiquions la Tour Eiffel. Le gouvernement a pourtant autorisé le recours à l'arbitrage de la Cour internationale, sacrifiant ainsi notre souveraineté et les droits de nos pêcheurs. Le vice-premier ministre ne renversera-t-il pas la décision du ministre des Pêches et des Océans et ne dénoncera-t-il pas cette entente absurde avec la France?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le chef de l'opposition a posé trois questions et fait trois déclarations erronées, ce qui montre qu'il n'a

Questions orales

pas les qualités nécessaires pour diriger le gouvernement de ce pays.

Une voix: Il l'a déjà prouvé dans le passé.

M. Siddon: C'est vrai et nous allons le prouver aussi.

M. McKenzie: Nous avons vu ce qu'il a fait aux Finances.

M. Siddon: Le chef de l'opposition a prétendu que la France . . .

M. Penner: Débarrassez-vous de ce ministre. C'est un désastre.

M. Siddon: . . . revendiquait le golfe du Saint-Laurent. C'est une pure baliverne. Ce n'est pas vrai. En entamant des négociations avec la France, nous cherchons à résoudre une fois pour toutes un problème créé par un gouvernement dont le chef de l'opposition faisait partie.

LA LETTRE DU MINISTRE AU PREMIER MINISTRE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, cette réponse est plutôt amusante de la part d'un ministre qui aurait de la difficulté à mâcher de la gomme tout en marchant.

Les Canadiens des provinces atlantiques, surtout ceux de Terre-Neuve, ont été brutalement abandonnés par ce ministre à qui ils ne feront plus jamais confiance. Le ministre a fait le serment de défendre leurs intérêts. Pourquoi, le 24 juin 1986, le ministre des Pêches et des Océans a-t-il écrit ce qui suit au premier ministre au sujet des négociations?

Je peux vous assurer que mon objectif sera de mener nos discussions sur les pêcheries avec les Français de manière à ne pas compromettre les relations cordiales entre le Canada et la France . . .

M. Guilbault (Saint-Jacques): C'est une honte!

M. Tobin: Qui faisait pression sur le ministre pour qu'il ménage la France et malmène ainsi les Terre-Neuviens?

M. Guilbault (Saint-Jacques): C'est une honte!

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Vous savez, monsieur le Président, que les députés de l'opposition aiment beaucoup utiliser des citations hors contexte. Si le député voulait bien lire toute la lettre . . .

M. Guilbault (Saint-Jacques): Ne vous inquiétez pas, nous déposerons la lettre au complet.

M. Siddon: . . . il constaterait que le premier ministre déclarait:

Vos commentaires sur l'importance socio-économique de la pêche à la morue et les répercussions de la revendication de la France nous sont utiles. Je reconnais que dans cette affaire délicate, nous devons tenir compte d'une part, des intérêts des pêcheurs canadiens et des localités tributaires de la pêche et, d'autre part, de nos relations avec la France.